

Election présidentielle de 2009

"Devant la vacance de pouvoir, le Président Denis Sassou Nguesso devra faire, une fois de plus, montre de courage et de sens de responsabilités!"

John Luis Malqa: Monsieur le Président, à la suite du déjeuner de presse en date du 2 mars dernier, beaucoup de nos confrères, pour ne citer que l'Jeune Afrique N°2512 du 1er au 7 mars 2009, Congoplus.info dans sa dépêche APA-Brazzaville (Congo) du 2 mars 2009, ont souligné : " Un candidat indépendant à l'élection présidentielle congolaise de juillet 2009, M. Modeste Boukadia, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, à Brazzaville, que le pouvoir sera vacant au Congo en ce mois de mars ", qu'en est-il de cette vacance et que peut faire maintenant le Président de la République?

Modeste BOUKADIA: Il est normal que la presse remplisse son devoir d'informer impartialement l'opinion afin que celle-ci saisisse les enjeux en cours. La République du Congo et son Etat sont morts. L'Autre Politique met en avant la restauration de cet Etat dans son rôle fondamental d'investisseur afin que l'implication des partenaires historiques dans la mise en place de notre marché intérieur devienne effective. Aussi, restaurer la République passe nécessairement par la restauration de l'Etat et ses structures pour qu'il soit le garant au-dessus de tous les partis politiques, et non le " parti pour diriger l'Etat ", comme le pratique le parti au pouvoir arrivé à terme échu, ce qui a conduit à la faillite de notre pays. Pour ce qui est de la vacance du pouvoir, elle est devenue effective depuis le 5 mars dernier, date anniversaire de l'élection de Monsieur Sassou Nguesso à la Présidence du Congo en mars 2002. De ce fait même, le gouvernement du Premier ministre Denis Sassou Nguesso ne peut plus prendre de décisions engageant le pays ; son rôle actuel consiste seulement à gérer les affaires courantes jusqu'à ce que le Peuple Congolais Souverain porte à la Magistrature suprême un nouvel homme politique civil, indépendant des partis traditionnels qu'il doit respecter par la voie du suffrage universel non biaisé.

C'est pourquoi j'insiste que c'est l'occasion pour le Président sortant de se hisser au-dessus de tout pour donner une nouvelle direction à l'action politique c'est-à-dire de procéder à la nomination d'un Premier ministre, chef de gouvernement. C'est une nécessité pour le pays et pour lui-même. Cette décision est très attendue par tout le monde. Par notre Peuple et par nos partenaires.

Depuis quelque temps, on parle de la tenue du dialogue entre opposition et gouvernement. Allez-vous y prendre part?

Le pouvoir étant devenu vacant, à quel gouvernement faites-vous allusion? Vous savez, dans notre pays, quand opposition et gouvernement s'entendent sur la nécessité d'aller au "dialogue", je me méfie ! Et pour cause...

Cependant, concernant l'hypothétique " dialogue " voulu et accepté par le Président Sassou Nguesso au sujet des élections, je me suis déjà largement exprimé là-dessus. Voici l'essentiel de ce que je disais dans votre journal que notre Congo ne biso attend d'une telle rencontre. Si et seulement si ce " dialogue " doit avoir lieu, il doit être préparé par le nouveau Premier Ministre à venir. C'est la condition pour que ce " dialogue " présidentiel ne ressemble ni à l'accord Federico Mayor du 31 mai 1997 ni à la signature du pacte de paix du 24 décembre 1995 et encore moins au dialogue national sans exclusive dont les résultats sont connus de tous ! Le Peuple n'a plus confiance au gouvernement arrivé à terme échu depuis le 5 mars dernier.

Je précise ma pensée pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté dans l'interprétation. Pour que l'élection du Président de la République en cette année 2009 soit vraiment historique et instaure définitivement la démocratie dans notre pays, pour que nous puissions vivre avec la joie et la tranquillité dans notre Congo ne biso comme le proclame à chaque instant le Président Sassou Nguesso ; si le "dialogue" souhaité et accepté par lui est vraiment sincère, il doit se limiter à un simple accord technique entre les représentants accrédités des partis politiques sous l'égide du Président de la République, seul garant des institutions, de manière que des palabres prolongées sans fin ne s'interprètent pas comme une mascarade susceptible d'entacher notre crédibilité.

Si le " dialogue " entre le Président sortant et l'ensemble des forces politiques, ne ressemble pas à ce que je venais d'énoncer, avec la bonne volonté de tous, ce " dialogue " demanderait alors tout au plus deux heures pour être rédigé et signé par toutes les parties prenantes car il s'agit d'une simple formalité de bon aloi entre partenaires a priori loyaux qui sauront reconnaître le verdict populaire des urnes.

Une fois cet accord conquis par les divers partis, il serait très souhaitable qu'un décret présidentiel reprenant son texte soit pris par le Président de la République en charge du scrutin



Modeste Boukadia, président du CDRC, candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2009

pour lui donner encore plus de solennité. En ce sens, pour que l'élection de juillet 2009 soit libre, transparente et sincère, elle doit impérativement se dérouler selon toutes les dispositions électorales prises à la Conférence Nationale Souveraine qui sont intégrées dans la Constitution. Il nous faut donc une nécessaire feuille de route électorale entre les partis politiques qui présentent un candidat pour ces élections 2009. La victoire de la démocratie est un impératif incontournable pour créer, développer dans la stabilité notre marché intérieur ; réhabiliter toutes nos usines laissées à l'abandon ; donner l'électricité et l'eau courante à tout le monde ; donner enfin à l'Etat la responsabilité et les moyens de protéger les plus faibles, et finalement nous tous, afin de libérer l'initiative de chacun à construire sa vie.

Monsieur le Président, vous avez souligné que le pouvoir

était vacant, alors qui va convoquer le dialogue de toutes les forces politiques?

La réponse à cette question est toute simple. C'est naturellement le Président de la République car il est le seul garant des institutions. Toutefois, pour l'intérêt supérieur du pays, le Président de la République doit appliquer de manière exceptionnelle la Constitution du 15 Mars 1992 afin de procéder à la nomination d'un Premier ministre, chef de Gouvernement, chargé de former un Gouvernement d'Union Nationale dont la mission essentielle sera d'organiser les élections présidentielles 2009 pour sortir le pays de la cacophonie ambiante. La situation de vacance de pouvoir lui donne cette possibilité car il en a l'autorité voire la légitimité. Cependant, il est clair que ce Premier ministre, chef de Gouvernement doit être bien réel et non virtuel pour que les élections soient véritablement libres, transparentes et sincères et ne souffrent d'aucune contestation

majeure. Le fait de l'appropriation exceptionnelle de la Constitution du 15 Mars 1992 engage le Président de la République de donner au pays un homme qui se pare réellement des habits de Premier ministre tout en les possédant !

Agir autrement, c'est entacher davantage la crédibilité du Président de la République qui est censé se hisser au-dessus de la mêlée ; il en sera de même pour l'homme de paille qui sera seulement un Ministre premier, virtuel en lieu et place d'un vrai Premier ministre, chef de Gouvernement. Pour que le Président sorte par la grande porte, il lui faut donner au pays un vrai Premier ministre, chef de Gouvernement avec toutes les prérogatives attachées à cette fonction. De toutes les façons, M. Sassou Nguesso sait à quel moment il doit jouer telle ou telle carte dans l'intérêt du Pays et de lui-même. Je n'imagine pas un instant qu'il puisse décevoir l'attente de notre Peuple.

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

"Devant la vacance de pouvoir, le Président Denis Sassou Nguesso devra faire, une fois de plus, montre de courage et de sens de responsabilités!"



Modeste Boukadla, président du CDRC, candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2009

C'est maintenant, plus que jamais, que les dirigeants congolais doivent montrer qu'ils sont capables d'être au-dessus des intérêts partisans, d'être au-dessus de l'intérêt personnel pour l'intérêt général pour laisser le Président sortant agir au mieux des intérêts de tous.

Le changement, comme la destinée, est une nécessité implacable qui s'impose à tous, y compris le Premier d'entre nous, à savoir le Président de la République. Le nouveau Président de la République doit donner des gages de garantie de présider aux destinées du pays en s'appuyant sur le Peuple Congolais Souverain, comme je me suis déjà engagé, pour que le pays vive dans la tranquillité et ensuite dans la paix, qui est le résultat lorsque chaque Congolaise et chaque Congolais ont un revenu convenable qui leur permette de satisfaire leurs besoins quotidiens et de réaliser leurs projets d'avenir. Le nouveau Président de la République doit garantir qu'aucun citoyen congolais sur l'ensemble du territoire ne doit être inquiété tant pour sa vie que pour ses biens pour ses opinions. Il est temps que ce pays cesse de faire la chasse aux sorcières dès que le pouvoir change de mains. C'est une condition fondamentale pour que le Peuple dans son ensemble œuvre à l'union dans la mise en

place de notre marché intérieur. J'en profite pour dire et redire à nos Compatriotes de la partie septentrionale du pays de ne pas avoir d'appréhension d'un Président de la République qui serait issu de la partie Sud du pays. Il nous faut tous regarder résolument devant. J'ai, pour la Likouala, la Sangha, la Cuvette, les Plateaux, le Pool, la Lékoumou, la Bouenza, le Niari et le Kouilou, les neuf belles régions de notre Congo na biso, la même ambition. Je ne veux plus entendre parler de NIBOLEK, de TCHEQUE, de Cuvette Est/Cuvette Ouest, d'Oyo droit/d'Oyo gauche ni de Pool Boko/Pool Kinkala. Il n'y aura pas à privilégier les uns ou les autres, Balali, Béti, Dondo, Kamba, Kongo, Kouyou, Lari, Makoua, M'Bochi, N'Zabi, Soundi, Téké, Villi, etc. pris alphabétiquement et sans préséance car nous sommes tous Congolais, un point, c'est tout. Oui, je veux être le Président de toutes les Congolaises et de tous les Congolais. C'est cela la République qui ne supportera plus les injures ou les allusions à caractère tribal ou ethnique pour que chacun retrouve la dignité et le respect. Voilà, ce que je veux pour notre Congo na biso!

Quelles autres conditions proposeriez-vous lors du dialogue?

Je l'ai déjà dit plus haut que j'avais déjà tout expliqué dans vos colonnes. Toutefois, je redis et j'insiste que le dialogue ne doit pas être perçu par le Peuple Congolais comme un partage de gibier entre les partis politiques pour laisser la population sur le bord de la route. De même, je rappelle qu'il serait aussi souhaitable que le dialogue prenne l'engagement solennel de dédommager l'ensemble des victimes innocentes des guerres contre les civils, comme il apparaît souhaitable de dispenser de caution ou de faire payer un simple complément les candidats à l'élection présidentielle supprimée de 1997 qui n'ont toujours pas été remboursés à ce jour. Voilà encore quelques pistes non limitatives qui apparaissent essentielles, et que le Président actuel a déjà certainement envisagées et qui auront notre agrément pour donner une chance à la démocratie dans la transparence des élections présidentielles 2009 qui engageront le pays vers la modernité dont les jeunes en seront les acteurs incontournables.

Je note que le pouvoir vacant s'amende en procédant au ramassage d'armes de guerre distribuées à nos jeunes moyennant 100.000 FCFA/pièce. Bien. C'est certainement une bonne chose ! Mais que peuvent

faire les jeunes avec cette somme dans un pays où il n'existe aucun marché intérieur ? N'eut-il pas été plus judicieux de leur faire faire une formation professionnelle adaptée aux aptitudes de chacun qui leur aurait permis une réinsertion sociale pour mettre définitivement fin au braquage alimentaire constaté ici et là le long du C.F.C.O. ? De même, j'ose croire que les quelque 30 tôles promises à quelques habitants du District de Goma Tsé-Tsé et autres localités ne constituent pas le dédommagement qu'on attend des pouvoirs publics à l'issue des guerres contre les civils.

Après le déjeuner de presse donné à Brazzaville, vous vous êtes aussitôt rendus à Pointe-Noire, la ville économique où vous avez donné une conférence sur la place des jeunes dans la reconstruction du pays et Pointe-Noire serait la rampe de lancement de votre politique économique. Qu'en est-il exactement Monsieur le Président ?

En effet, j'ai été très agréablement surpris par l'accueil qui m'a été réservé par notre ville économique. C'est la preuve que le pays tout entier est prêt pour le changement. Le pays aspire à autre chose que l'ordinaire. Il faut à la tête du pays, de notre Congo na biso un homme nouveau capable de leur garantir un revenu correspondant à leur emploi. La vitalité d'un pays est dans sa jeunesse. Voilà, pourquoi il m'a paru normal que la ville la plus habilitée pour parler du programme économique soit Pointe-Noire, le poumon de notre économie. Je me suis entretenu avec les jeunes à Tié-Tié, comme à Brazzaville, dans un quartier populaire loin des fastes des palaces ! Car c'est cela la vie de nos cités, c'est là où il y a la vie où vivent les jeunes et le plus grand nombre de nos populations. L'homme politique doit aller là où se trouve la population qui souffre dans son quotidien par manque de tout pour lui parler.

Je puis vous dire que la salle où se tenait la conférence était remplie de jeunes et moins jeunes, femmes et hommes de toute catégorie sociale. L'assistance a été très réceptive quant à la mise en place de notre marché intérieur et L'Autre Politique avec ses 10 Points et le lancement d'une politique des Grands Travaux tels le Port de Pointe-Noire pour en faire le plus grand port d'Afrique associé à la construction du barrage hydro-électrique de Sounda, appelé barrage du Kouilou ainsi qu'au développement de notre chemin de fer Congo-Océan, comme

l'avait voulu le Premier Président du Congo, l'abbé Fulbert Youlou. Ce vaste chantier, qui avait l'agrément des Français, des Américains, des Allemands, etc., a été accueilli avec enthousiasme car il est encore présent dans les cœurs des Ponténégrins. Il est la fondation de notre politique économique dans le cadre de la mise en place de notre marché intérieur. Si nous souhaitons donner une qualité de vie à nos jeunes laissés à l'abandon, laissés à la débrouillardise et qui sont devenus très vulnérables pour leur permettre d'avoir un revenu convenable pour leur réinsertion dans la vie, j'invite les acteurs politiques, les décideurs économiques, les investisseurs et nos partenaires à nous rejoindre pour mener ce projet à terme.

J'ai attiré l'attention des jeunes qu'ils doivent être parties prenantes dans l'ensemble du processus de la reconstruction du pays en devenant des acteurs et non des passifs et ce d'autant qu'ils parlent couramment le Français et l'Anglais ou encore d'autres langues étrangères. Ce sont des atouts non négligeables pour l'implication des jeunes dans la reconstruction du pays. Parmi les autres préoccupations de nos jeunes à Pointe-Noire, il y a le problème des sociétés de sous-traitance "sauvage" qui emploient des jeunes qui ne sont jamais affiliés à aucune caisse de retraites ; des questions aussi sur des sociétés chinoises qui pratiquent la pêche à la grenade qui déchiquète les makoualas m'ont été posées ; de même certaines sociétés également de pêche tenues par nos frères africains de l'Ouest qui ramènent leurs parents de manière illégale sur notre territoire dans leurs bateaux de pêche m'ont aussi été soulevées. J'ai été surpris par une question sur l'ordinaire de nos soldats qui consomment du pain fabriqué par des boulangeries hors caserne par des entreprises ouest africaines alors que c'est l'intendance qui devrait s'acquitter de cette tâche à renchérit l'intervenant !

Lors de cette conférence, les conditions difficiles de travail, la non reconnaissance des diplômes de certains agents des douanes m'ont été soulevées. Toutes ces questions trouveront bien naturellement leurs solutions lorsque la restauration de l'Etat sera effective après l'élection présidentielle. En tout cas, les jeunes se sont montrés volontaires pour accompagner la politique économique que je propose.

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

"Devant la vacance de pouvoir, le Président Denis Sassou Nguesso devra faire, une fois de plus, montre de courage et de sens de responsabilités!"

Je leur ai également dit que notre Congo na biso doit impulser une politique économique volontariste au niveau de la sous-région dans notre rôle de pays de transit en désenclavant nos pays voisins notamment le Tchad, la République Démocratique du Congo, le Rwanda pour atteindre l'Afrique de l'Est.

Cette politique ambileuse a pour but essentiel de relier l'Océan Indien à l'Océan Atlantique à Pointe-Noire car c'est là où se trouve l'accès à la Haute Mer c'est-à-dire c'est la porte d'entrée vers le Monde. L'Océan Indien nous permettra d'atteindre plus facilement l'Asie car ce continent est en pleine croissance.

Cette vaste politique économique va ouvrir au pays de nouvelles perspectives par rapport à nos amis Français, Européens et Américains en matière de coopération économique et d'échange. Je leur ai dit que c'est notre participation pour contribuer à contenir la récession mondiale par cette politique de Grands Travaux à l'échelle de notre sous-région équatoriale. Avec nos réserves financières provenant de l'échange de nos ressources naturelles, les partenaires en nous fournissant les équipements, le conseil et la sous-traitance pour la réalisation de cette œuvre magnifique vont aussi donner des contrats aux entreprises métropolitaines et d'ailleurs ; ce qui va permettre de sauver ainsi chez eux des emplois. Nos dollars et nos euros que nous recevons en échange de nos ressources se trouvent alors bien utilisés.

Tous les pays concernés en tireront profits et avantages. Certes, nos partenaires gagneront beaucoup d'argent mais nous Congolais et Africains des pays concernés, nous en tirerons aussi les bénéfices de la prospérité et de la qualité de vie digne de nos ressources. L'autre avantage de cette politique des Grands Travaux qui partirait de Pointe-Noire est de contribuer également à la stabilisation de nos différents Etats qui sont souvent en proie à des secousses à cause de la pauvreté et du manque d'investissements conséquents à grande échelle. C'est un challenge que nous lançons, que nous allons partager avec les autres chefs d'Etat impliqués qui ne manqueront pas d'y trouver un intérêt certain pour leurs populations. Cela consolidera durablement nos relations avec nos partenaires qui nous trouveront cette fois-ci crédibles. De toutes les façons, le temps de penser en termes d'Etat restrictif, comme le Congo ou autre est bien révolu puisque la Planète est devenue un village



Modeste Boukadla, président du CDRC, candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2009

planétaire donc les frontières de nos Etats doivent forcément à court ou moyen voire long terme devenir caduques pour laisser place à des Unions telles l'Union Européenne, ou une vraie Union Africaine, etc.

Le tout est de bien mener la mise en place de notre marché intérieur qui va élever le niveau de vie de nos concitoyens et donc de créer une véritable richesse nationale dès lors que nous appliquerons un commerce équitable hors différentiel de charges (HDC) avec comme monnaie de référence l'euro car c'est la plus forte pour le moment. Notre niveau de vie influencera forcément nos voisins qui à leur tour vont devoir augmenter leur niveau de vie et ainsi de suite jusqu'à stabiliser de manière durable notre sous-région pour qu'elle devienne le partenaire privilégié de nos fournisseurs. Voilà où se trouve la source des revenus des jeunes et implicitement le paiement régulier des retraites et des pensions.

J'ai souligné qu'avec le scrutin présidentiel 2009, le Peuple congolais voit enfin, avec l'élection de son nouveau Président de la République, la reconstruction de l'avenir du Pays. Après tant d'années d'une gestion incompréhensible et illisible pour

les citoyens de notre Congo na biso dont les résultats nous ont amenés sur la voie peu glorieuse des Pays Pauvres Très Endettés alors que notre Pays dispose de tant de ressources naturelles avec seulement environ 3 millions d'habitants. Bref, je pense que les autorités actuelles ont compris que Pointe-Noire, notre ville économique me suil. Cela conforte mon assurance pour l'avenir du pays, l'avenir de notre Congo na biso.

Monsieur le Président, vous avez soulevé le premier, le problème de vacance de pouvoir, de plus vous prônez l'Union Nationale en proposant la formation d'un gouvernement d'union nationale une fois élu Président de la République, êtes-vous le futur Premier ministre de transition pour mener à bien toutes les opérations électorales devant aboutir à l'élection du nouveau Président de la République?

Le pays a connu beaucoup de drames à cause en grande partie de l'intolérance politique. Si le parti politique qui avait gagné les élections présidentielles, après les assises de la Conférence Nationale Souveraine, avait gouverné de manière démocratique, en donnant des

gages de rassurer le Président Sassou Nguesso sur sa sécurité ainsi que celle de sa famille et ses biens tout en lui assurant la reconnaissance de l'Etat, j'en suis persuadé que nous aurions fait l'économie de beaucoup de vies humaines et de tant de biens meubles et immeubles, sans oublier les viols, l'errance des populations dans les forêts et autres atrocités qui auraient pu être évités.

Le Congo na biso a besoin de tout le monde pour sortir de ce chaos. C'est pourquoi je mets au centre de L'Autre Politique avec ses 10 Points essentiels le gouvernement d'Union Nationale pour que le Peuple Congolais, en qui j'ai grandement confiance, s'y retrouve. Dans le cadre de l'Alliance avec Contrat que je vais signer avec le Peuple Congolais Souverain, dénommée ma Vision globale autour de ces 10 Points, je vais restaurer la République du 28 Novembre 1958 et l'Etat. C'est là la garantie pour tous de ne point s'inquiéter ni pour eux-mêmes ni pour leurs biens. Il en est de même pour nos partenaires dans le cadre de la continuité de l'Etat. Pour le reste de votre question, c'est de la seule et unique volonté du Président actuel. Je puis seulement vous dire que j'ai grand

espoir car l'histoire est lêtue! Les événements qui se passent autour de nous le prouvent. Oui j'ai confiance pour le Congo. Lors de la Conférence Nationale Souveraine de 1991, le Président Sassou Nguesso " avait fait montre de courage et de sens de responsabilités en assumant toutes les dérives du passé " bien que ceux pour lesquels il prenait ses engagements sont en train de l'enfoncer aujourd'hui en lui faisant tout endosser sans aucun signe de reconnaissance, peut-on douter que devant cette vacance de pouvoir et la cacophonie ambiante, il ne le fasse pas en prenant, une fois de plus, ses responsabilités ? Oui, avec la vacance de pouvoir que j'ai constatée, c'est la seule issue possible pour tout le monde, y compris pour le Président de la République. Il n'y a pas d'autre alternative possible que celle de nommer un nouveau Premier ministre, chef de Gouvernement, pour la garantie de tous ainsi que pour la tenue des élections libres et transparentes à l'issue d'une très courte période de transition que dirigerait le nouveau Premier ministre. Le Président Sassou Nguesso le sait et il n'a pas à s'inquiéter!

Monsieur Boukadia, vous êtes le Challenger du Président Sassou Nguesso aux élections présidentielles 2009, votre mot de la fin.

Il s'agit ici de l'élection présidentielle et non des élections législatives ni municipales voire locales. Il s'agit de l'élection d'un homme et non pas d'un parti politique. Oui, c'est une rencontre entre un homme avec son Peuple. Le Président de la République est celui qui fixe les objectifs et agit pour lever les contraintes externes et internes qui pèsent sur notre pays. Voilà pourquoi l'élection, cette année, du nouveau Président de la République est un moment historique qui doit revêtir toute la solennité! J'appelle tous les démocrates et tous les républicains, toutes les Congolaises et tous les Congolais, de nous retrouver dans notre combat commun de la victoire de la démocratie.

Le résultat de cette victoire du Peuple Congolais se traduira par la formation d'un Gouvernement d'Union Nationale.

Oui, je souhaite vraiment offrir au Pays, à notre Congo na biso, des images identiques de passage de pouvoir entre le Président Nicolas Sarkozy et le Président Jacques Chirac ou encore entre le Président Barack Obama et le Président George W. Bush. C'est cela notre avenir commun. C'est aussi cela notre destin! Merci